

Adrien Ahanhanzo-Glèlè face à la presse

Le projet Ifadem à l'ordre du jour

En prélude au lancement du projet Ifadem dévolu au secteur de l'éducation, Adrien Ahanhanzo-Glèlè a rencontré les chasseurs de l'information que sont les journalistes. Occasion pour lui et le Directeur du campus numérique Jean Tchougbé d'informer les hommes et femmes de média sur les tenants et aboutissants du projet. Tenue dans les locaux abritant le secrétariat permanent de la francophonie au Bénin samedi dernier, le conférencier principal a planté le décor avec la présentation du projet.

Ishola DJIGUIN

L'Ifadem se définit comme étant «Initiative francophone pour la formation à distance». Née de la volonté politique des Chefs d'Etat et de gouvernement réunis en 2006 à Bucarest à l'occasion du 11^{ème} Sommet de la Francophonie, ce projet répond aux objectifs du millénaire, notamment celui qui permet l'accès à l'éducation de base à tous les enfants. Seulement, le hic pour le conférencier est que ce programme paraît difficile à exécuter en raison des moyens limités de certains Etats et de surcroît en égard

à l'insuffisance de formation des enseignants du primaire. Mais aussi réjouissant que cela paraisse Ifadem apporte à coût sûr sa contribution aux efforts internationaux en matière de scolarité universelle en concentrant son action sur l'amélioration de l'enseignement du Français. S'inscrivant dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'enseignement conformément aux recommandations du rapport 2008 de l'Unesco, le projet se donne pour objectif principal l'amélioration des compétences des enseignants du primaire. Cela passe par le fondamental à inculquer aux

enseignants dans le domaine du Français. Et Jean Tchougbé de renchérir les propos de son prédécesseur. A l'en croire, il s'agit de moderniser l'enseignement du français à la faveur des pratiques innovantes, de l'emploi de nouveaux outils didactiques. Une manière d'encourager l'usage des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement. Il ressort aussi que la phase expérimentale s'étend sur la période 2007-2009. Et cela se fait sur des critères politiques et techniques. Quatre pays sont retenus par la Commission de coopération et de programmation de la Francophonie en concertation avec constante avec la Confemem pour en bénéficier. Outre le Bénin, il y a Burundi, Haïti et Madagascar, a-t-on souligné à l'occasion.

Microfinance et développement à la base

Padme félicite ses meilleurs clients

Les clients de l'institution de micro finance Padme étaient à l'honneur le vendredi 28 novembre 2008 à travers une cérémonie de remise de prix aux meilleurs d'entre eux. C'était sur l'esplanade de l'Assemblée nationale à Porto-Novo, en présence de plusieurs personnalités comme le représentant du ministre des micro finances de l'emploi des jeunes et des femmes, le président du conseil d'administration du Padme, Olivier Gahou, le directeur général du Padme, Didier Djoï, le chef d'agence de Porto-Novo, le personnel, les fidèles clients de Padme qui ont répondu massivement à l'appel des responsables de l'institution.

G. Nougè (BurOuémé-Plateau)

Padme renouvelle son service au service de ses clients. Cette option rentre dans le cadre de la mission, de la vision et les objectifs du Padme qui consistent l'offre par le secteur de la micro finance de service financier adapté aux micros entreprises et aux personnes à faibles revenus jouera un rôle important dans le renforcement du dynamisme et l'efficacité des micro entreprises. Cela entraînera une amélioration des conditions socio économiques des personnes à faibles revenus au Bénin. La mission du Padme consiste à rendre l'accès au service financier de proximité facile et rapide pour les micros entreprises et toutes les personnes à faibles revenus et les objectifs sont de promouvoir la croissance, le développement et la diversification du secteur des micros entreprises au Bénin. Au cours de la cérémonie de remise de prix aux meilleurs clients, c'est le chef d'agence de Porto-Novo, Augustin Timati qui a planté le décor en exhortant toute la population de la capitale du Bénin à venir au Padme, car c'est la seule institution capable de régler les



Rékiatou Madougou

problèmes de pauvreté. Pour Didier Djoï, depuis 2002, une institution de micro finance comme le Padme a pris l'initiative de récompenser ses fidèles clients, 4500 environ sont entrain d'être récompensés ; et si l'institution Padme, malgré la crise qu'elle a connu en mars 2008 a décidé de récompenser plus de 600 clients fidèles sur l'ensemble du pays, c'est parce qu'elle renoue avec la croissance. Profitant de cette cérémonie, le directeur général a remercié les populations pour leur confiance à l'institution. Abondant dans le même sens, le président du conseil d'administration de Padme, Olivier Gahou a expliqué que rien n'est plus grand que l'éternel dans la vie, car les hommes accomplissent

leurs missions et partent, même le Chef de l'Etat n'a au plus que deux mandats. « Alors pourquoi certains veulent s'accrocher à tout prix ? », s'est-il exclamé. La nouvelle mission du Padme est le développement et rien que le développement à la base et l'objectif du gouvernement Boni Yayi est la lutte efficace contre la pauvreté et tout ce qui ira dans le sens de la lutte contre la pauvreté. « Là-dessus, le Padme y apportera son soutien, car la joie des populations fait le bonheur du Padme », a-t-il indiqué. Signalons que c'est le directeur de cabinet du ministre des micros finances qui a procédé à l'ouverture de la cérémonie au nom de son ministre. Selon lui, la performance d'une entreprise dépend largement de sa qualité. Pour lui, les clients du Padme qui ont été primés le 19 novembre, le 21 novembre à Abomey et ceux qui seront primés à Porto-Novo, tout comme ceux qui le seront le vendredi 5 décembre prochain à Cotonou sont des personnes de valeur et des personnes dont notre pays a besoin pour son émergence. C'est pour cela qu'il a invité toute la population béninoise à soutenir le Padme.

Sécurité alimentaire au Bénin

La Ldcb œuvre pour des solutions durables

Dans la perspective de la recherche de solutions plus durables face à la question de la sécurité alimentaire qui n'a jamais été autant un défi qu'en ces derniers temps où la crise alimentaire secoue l'humanité, la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (Ldcb) initie en partenariat avec Veco Afrique de l'Ouest un programme intitulé « actions pour la sécurité et souveraineté alimentaire au Bénin (Assab) ». L'organisation a rendu public ce programme qui va durer deux (02) ans, vendredi dernier au chant d'oiseau de Cotonou.

Bertin DJITRINO

Selon les organisateurs, les problèmes d'accès aux aliments et la question de leur qualité découlent de la libéralisation aveugle et tous azimuts de la production des aliments. Par ailleurs, la connotation rustique attachée à la consommation des mets locaux a conduit à une extraversion du mode de consommation. En effet, la consommation des produits locaux engendre moins de frais pour les familles béninoises, selon des analyses. Car le prix des produits est sensiblement inférieur à celui des produits importés. Consommer localement contribue à la souveraineté alimentaires dans la mesure où l'agriculture traditionnelle est plus à même de répondre aux besoins alimentaires des populations. N'est-ce pas là une réponse appropriée à l'insécurité alimentaire. En donnant la priorité à la production locale, elle permet un meilleur contrôle des aliments que nous consommons. Il y a donc autant de moyens qui permettent de rechercher des solutions durables à la crise actuelle. C'est ce qui justifie le présent programme initié par la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin. Il faut retenir qu'au cours de ce programme, trois activités principales seront mises œuvre. Dans un premier temps, les consommateurs seront éduqués et sensibilisés à la consommation des produits issus



Roger Dovonou

de l'agriculture familiale. Ensuite, il sera procédé à l'organisation de fora d'échanges thématiques et de dégustation de mets traditionnels africains. Enfin, la mise en place de cantines scolaires valorisera les produits locaux dans deux communes du département des Collines. Ce programme vise essentiellement à éduquer les consommateurs sur les avantages de la consommation des produits locaux et à les amener à adapter les produits dans leur alimentation. Ce projet a également pour objectif d'élever le niveau de confiance des producteurs sur les enjeux de la présente crise alimentaire, de valoriser les produits locaux et les mets traditionnels, de contribuer à la relance de production nationale et de faciliter l'accès au marché pour les producteurs locaux. Il est important de faire remarquer que ce programme va donc apporter en valeur ajoutée aux mesures prises par le gouvernement qui demeure transitoires.

Installation des premières chambres de métiers du Bénin

Les élections le 21 décembre prochain

G. Nougè (BurOuémé-Plateau)

Pour une meilleure organisation du scrutin devant conduire à l'installation des premières chambres de métiers au Bénin, la date de déroulement du scrutin a été repoussée. Ainsi, les opérations électorales se tiendront le 21 décembre 2008 sur toute l'étendue du territoire national. C'est ce qu'il faut retenir des explications du président Cen-Cim, Séfou Alidou pour qui tout est mis

en oeuvre pour un meilleur déroulement de ces élections avec les garanties de transparence et d'impartialité requises. En dépit des quelques pépins inhérents à toute organisation d'élection, les activités évoluent normalement. C'est d'ailleurs dans ce sens que le calendrier du déroulement des opérations a été retenu à être revu et corrigé afin de favoriser une meilleure organisation des élections.